



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 10 octobre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

.....
CNW, 10 octobre 2008 - Modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi - Les sans-chemise choqués du silence des candidats conservateurs

La Coalition des sans-chemise, formée des trois plus importantes organisations syndicales de l'Abitibi-Témiscamingue et du Regroupement des sans-emploi, ainsi que leurs alliés du Regroupement d'éducation populaire et du Regroupement de femmes profitent de la fin de la campagne électorale pour s'indigner publiquement du silence des candidats Jean-Maurice Matte et Pierre Grandmaître dans le dossier de l'assurance-emploi. C'est ce qu'ont fait valoir MM. Gilles Chapadeau (FTQ), Donald Rheault (CSN), Marc Nantel (SEUAT), Laurier Gilbert (RESAT), Philippe Marquis (RÉPAT) et Catherine Sirois (RFAT) à l'occasion d'une conférence de presse tenue ce matin à Val-d'Or.

Rappelons que la Coalition des sans-chemise unit les grandes centrales syndicales et les groupes du Conseil national des chômeurs et chômeuses. Elle propose les mesures suivantes pour améliorer le régime d'assurance-emploi :

- Une amélioration importante au régime d'assurance-emploi;
- Une augmentation notable du taux de prestations;

- Une plus longue période de prestations;
- L'abolition du délai de carence;
- La création d'une réelle caisse autonome.

Des demandes justifiées

Pour Marc Nantel, président du SEUAT : "Ce sont là des demandes tout à fait justifiées, compte tenu des surplus faramineux (57 milliards de dollars au 31 mars dernier) accumulés dans la caisse. Imaginez l'oxygène que de telles mesures insuffleraient aux familles des travailleurs forestiers de notre région et, par le fait même, à leurs enfants à qui nos membres enseignent au jour le jour. Ces surplus pourraient aussi servir à la formation des travailleurs sans emploi. On ne peut passer de mesureur de bois à mineur par miracle"

Le parti conservateur a bloqué le projet de loi C-269

"Un important travail entre nos centrales, le Conseil du travail du Canada, le Conseil national des chômeurs et chômeuses et les partis politiques de l'opposition (Parti libéral, NPD et Bloc Québécois) avait donné naissance au projet de loi C-269 qui a été bloqué en troisième lecture par le Parti conservateur. Il s'agissait d'une démarche historique. Nous avons là un projet, appuyé par une majorité à la Chambre des communes, qui améliorerait l'accès au régime, augmentait le taux ainsi que la période de prestations. Les conservateurs l'ont balayé sans état d'âme au mois de novembre dernier !

Je me demande comment les candidats conservateurs de la région peuvent excuser pareil geste avec la crise forestière que nous vivons. Pour nous, c'est tout simplement inadmissible!", de dénoncer Gilles Chapadeau, conseiller régional à la FTQ.

Ramener l'assurance-emploi à sa mission première : protéger les travailleurs et les travailleuses

"Actuellement, plus de la moitié des cotisants et cotisantes ne peuvent avoir droit à des prestations ! L'assurance-emploi doit avoir pour objectif de protéger les travailleurs et travailleuses en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois. Les surplus de 57 milliards permettent de remplir cette mission sans problème. Et ça, d'autant plus dans une période où les secteurs forestier et manufacturier vivent de très sérieuses difficultés alors que la menace de récession économique est chaque jour plus réelle", soutient Donald Rheault président du conseil central régional de la CSN.

Un silence choquant

"Le silence des candidats, qui souhaitent siéger aux côtés des conservateurs au

Parlement canadien, est choquant, commente pour sa part Philippe Marquis agent sociopolitique du RÉPAT. Nous avons besoin de gens qui nous représentent à Ottawa. Le fait que les candidats conservateurs n'aient pris position sur presque aucune des questions sociales soulevées pendant la présente campagne suscite des doutes quant à leurs véritables positions."

Un régime qui pénalise les femmes

Selon la coordonnatrice du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue, Catherine Sirois, "les conservateurs sont convaincus qu'une bonification du régime d'assurance-emploi est une incitation à ne pas travailler. C'est pourquoi ils ont refusé d'abaisser le seuil d'admissibilité actuel de 910 heures, empêchant ainsi 68 % des femmes de toucher des prestations Ce sont les femmes qui occupent les emplois précaires ou à temps partiel dans une proportion de sept emplois à temps partiel sur dix, pas surprenant que peu d'entre elles arrivent à se qualifier. Elles paient des prestations sans pouvoir en bénéficier, grossissant d'autant les surplus accumulés."

Nous ne lâcherons pas le morceau

"Les sans-chemise interviennent à tous les niveaux en solidarité avec les différents partenaires, nous avons presque réussi à faire adopter un projet de loi bonifiant l'assurance-emploi l'automne dernier. Nous ne lâcherons pas le morceau ! Nous sommes résolus et déterminés à aller jusqu'au bout de cette bataille : redonner un régime d'assurance-emploi juste et équitable pour tous les travailleurs et travailleuses en chômage. C'est une question de justice sociale pour tous et toutes ! Nous invitons tous les travailleurs et travailleuses ainsi que les membres de leur famille à faire parler leur vote. Le 14 octobre prochain, il faut barrer la route à ceux qui veulent nous appauvrir", conclut Laurier Gilbert du Regroupement des sans-emploi de l'Abitibi-Témiscamingue.

Contact: Gilles Chapadeau (FTQ), (819) 279-7828; Donald Rheault (CSN), (819) 444-7357; Marc Nantel (SEUAT), (819) 763-8821; Laurier Gilbert (RSEAT), (819) 874-6649; Catherine Sirois (RFAT), (819) 764-9171; Philippe Marquis (RÉPAT), (819) 762-3114

CSN (Conseil central de l'Outaouais), 10 octobre 2008 - Élections fédérales : Le Conseil central de l'Outaouais et la CSN appellent leurs membres et la population à stopper Stephen Harper

À une semaine de l'élection fédérale du 14 octobre prochain le Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CCSNO) appelle les travailleuses et

travailleurs de la région à battre les conservateurs. Après deux années et demi de gouvernement minoritaire, le président du CCSNO s'inquiète de ce que l'avenir réserve aux travailleurs si Harper devait être élu majoritaire et ainsi avoir les coudées franches pour mettre en l'avant ses idées de droite.

De plus, le député conservateur M. Cannon, qui a fui les débats tout au cours de la campagne électorale, n'a rien apporté à la région sinon le mépris que son organisation porte aux Autochtones. A-t-il vraiment changé la situation des milliers de travailleurs qui ont perdu leur emploi dans les secteurs forestiers de la Haute Gatineau et du Pontiac ? « L'absence de bonification du programme d'assurance-emploi, le refus d'adopter des mesures anti-briseur de grève, les coupes dans le développement économique, tout cela a fait très mal. Imaginons la suite si ce gouvernement était majoritaire », de dénoncer Michel Quijada, président du conseil central.

La dispersion des votes : un piège

Michel Quijada invite les électeurs à faire une réflexion sur la dispersion des votes. « Les sondages nous indiquent que plusieurs personnes songent à voter par conviction, ce qui serait tout à fait raisonnable dans un autre contexte, mais à l'occasion de cette élection de tous les dangers, nous croyons important de signaler qu'un électeur qui vote Vert ou Néo-démocrate par conviction environnementale ou sociale, risque de donner une majorité à un gouvernement conservateur qui défend le pire programme aux plans social et environnemental. Se poser la question, c'est y répondre », de conclure le président du conseil central.

Le Conseil central des syndicats nationaux l'Outaouais (CSN) regroupe quelques 9600 membres répartis dans 60 syndicats. La CSN compte au total plus de 300 000 travailleuses et travailleurs, et ce, tant dans les secteurs privé que public.

Source : Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais - 8 octobre 2008

Pour renseignements : MICHEL QUIJADA, président du Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais Tél. : 819 360-5717

CSN (Conseil central du Bas-Saint-Laurent), 10 octobre 2008 - Élections fédérales : Le Conseil central du Bas-Saint-Laurent et la CSN appellent leurs membres et la population à stopper Stephen Harper

Le Conseil central du Bas-Saint-Laurent et la CSN appellent à un vote utile et stratégique pour barrer la route à Stephen Harper. « Comté par comté, nous devons

identifier le candidat ou la candidate qui a le plus de chances de battre les conservateurs. C'est le geste à poser pour demeurer cohérents avec nos orientations et nos valeurs. »

Au Bas-Saint-Laurent, il faut ainsi faire l'analyse circonscription par circonscription. Dans Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques, le conseil central évalue que le candidat le plus susceptible de battre le conservateur est Claude Guimond du Bloc québécois. La candidate indépendante, Louise Thibault, risque de diviser les votes souverainistes, laissant ainsi la possibilité de voir le candidat conservateur se glisser entre elle et le candidat du Bloc, Claude Guimond. « Madame Thibault a peu de chances de réellement l'emporter, c'est donc dire qu'un vote pour elle, c'est un vote pour le conservateur », de poursuivre Vincent Couture.

Dans Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup, le conseil central évalue que c'est aussi le candidat bloquiste, Paul Crête, qui a le plus de chances de battre le conservateur. En ce qui concerne la circonscription de Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia, la situation est particulière. Le Bloc détient ce comté depuis longtemps, l'option souverainiste l'a emporté au référendum de 1995, mais l'ancienne députée du Parti libéral du Québec, Nancy Charest, risque de brouiller les cartes. Il faudra donc attendre les derniers sondages avant de déterminer lequel du Bloc ou des libéraux est le plus apte à battre le candidat conservateur pour ce comté.

Les enjeux régionaux

« Dans la région du Bas-Saint-Laurent, le laxisme en matière d'aide aux travailleurs licenciés dans le secteur forestier, l'absence de bonification du programme d'assurance-emploi, le refus d'adopter des mesures anti-briseurs de grève, les coupes dans le développement économique et les atteintes aux droits des femmes, tout cela a fait très mal », de dénoncer Nancy Legendre, secrétaire générale du conseil central.

« Au Bas-Saint-Laurent, c'est un emploi sur dix qui dépend directement de la forêt ; même avec une crise forestière qui fait rage, les conservateurs préconisent un laisser-faire. Tandis que la crise forestière sévit ici, monsieur Harper favorise l'industrie pétrolière en Alberta. C'est inadmissible ! » de poursuivre Nancy Legendre. Il en va de même en ce qui concerne les bonifications du régime d'assurance-emploi ; monsieur Harper a refusé de donner suite à un projet de loi adopté par la Chambre des communes qui amenait des modifications essentielles pour assouplir les normes d'accessibilité. À cet égard, le ministre du Travail, Jean-Pierre Blackburn, a affirmé qu'on ne pouvait pas payer des travailleurs de 50 à

55 ans à rien faire à la maison alors que l'Alberta manquait de main d'œuvre ! « On est face à un parti qui préfère voir des régions continuer à se vider au profit de d'autres déjà largement favorisées. Monsieur Harper va se rendre compte qu'avec de telles politiques, il va trouver le Bas-Saint-Laurent sur son chemin ! » continue la syndicaliste.

Le Conseil central du Bas-Saint-Laurent regroupe quelque 10 000 membres répartis dans plus de 100 syndicats. La CSN compte plus de 300 000 travailleuses et travailleurs, et ce, tant dans les secteurs privé que public.

Source : Conseil central du Bas-Saint-Laurent–CSN - 9 octobre 2008

SCFP, 10 octobre 2008 - Barrer la route aux conservateurs

Dans une lettre ouverte qu'ils signent conjointement, Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC), Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et Michel Arseneault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) expliquent pourquoi ceux qui tiennent à un vrai régime d'assurance-chômage doivent voter contre les conservateurs.

Nous en sommes venus à la conclusion qu'il n'y aura pas d'améliorations au régime d'assurance-emploi si nous n'arrivons pas à barrer la route aux conservateurs. Ce parti, qu'il forme un gouvernement minoritaire ou majoritaire, est dans son essence même opposé à toute forme de bonifications de ce régime.

Minoritaires et dangereux

Même minoritaires, les conservateurs ont souvent frôlé l'indécence. Combien de fois n'avons-nous pas entendu l'expression de préjugés, frisant le propos haineux? Ces gens croient que l'assurance-emploi est une «retraite dorée», un «mode de vie» ou une «façon d'être».

Ce parti conservateur, s'il devait être majoritaire, n'hésiterait pas à obliger des travailleurs à quitter leur domicile, leur lieu de vie et leur région pour déménager vers d'autres régions canadiennes, là où il y a du travail, comme dans le nord de l'Alberta. Ce parti conservateur, s'il devait accéder à la majorité gouvernementale, n'hésiterait pas non plus à répondre favorablement au lobby patronal qui cherche à faire diminuer sa cotisation au régime.

L'assurance-emploi doit retrouver sa mission première

La mission du régime d'assurance-emploi, créé en 1940, est simple mais combien importante et structurante: protéger les travailleurs en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois, c'est-à-dire en période de chômage.

Malheureusement, au cours des années 1990, conservateurs et libéraux se sont acharnés sur ce régime, au point de réduire sa couverture au niveau actuel de 46% alors qu'elle s'établissait en 1990 à plus de 80%.

Ces importantes compressions expliquent pourquoi la caisse d'assurance-emploi s'est mise à faire d'énormes surplus que le gouvernement, année après année, a confisqués (57 milliards en 12 ans). Ces procédures ont été ignominieuses, et ont continué sous le dernier gouvernement conservateur.

2004: un début de réponse

Le gouvernement minoritaire de Paul Martin en 2004 et 2005 avait commencé à apporter un début de réponse à nos campagnes de pression. Il mettait alors en marche ce qui a été baptisé les «*projets pilote*», s'appliquant à certaines régions désignées, et cherchant à atténuer certains effets pervers des compressions de 1996.

Il y avait là un début de réponse, insuffisant bien sûr, mais qui nous permettait en novembre 2006, avec des libéraux revenus dans l'opposition, de lancer une initiative, somme toute inédite : s'asseoir avec des députés des trois partis de l'opposition (Bloc, NPD, Parti libéral) et chercher une formule d'améliorations à apporter au régime d'assurance-emploi. Cela s'est traduit par un projet de loi, C-269, qui tout au cours des procédures parlementaires, a été voté par une majorité de députés, mais stoppé le 30 novembre 2007 par un gouvernement conservateur minoritaire, car disposant d'une prérogative (sanction royale) s'apparentant à un droit de veto.

Favoriser des changements

Dans le cadre de la présente campagne électorale, nous constatons que le parti conservateur préconise le statut quo.

Nous croyons sincèrement que le régime d'assurance-emploi doit retrouver sa vocation première. Dans un monde où l'emploi est souvent précaire, et les difficultés économiques réelles, surtout dans un contexte de crise économique, il importe de se doter de telles protections sociales. Les conservateurs sont à l'opposé d'une telle vision. C'est pourquoi, le 14 octobre, il faut leur barrer la route.

CNW, 9 octobre 2008 - Message des travailleurs de l'industrie forestière à Lawrence Cannon : "Un gouvernement conservateur insensible et des travailleurs laissés à eux-mêmes", Dave Coles, président du SCEP

Des membres et des dirigeants du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) se déplaceront, ce matin, afin de former un comité d'accueil à l'occasion d'une visite du ministre conservateur Lawrence Cannon, à l'usine Papier Masson de Gatineau.

Les membres du SCEP veulent ainsi rappeler que "le gouvernement minoritaire de Stephen Harper n'a absolument rien fait pour aider nos membres et les communautés qui ont été frappées de plein fouet depuis 2 ans par la crise forestière", a commenté M. Coles. "Au contraire, tout ce que M. Harper dit, depuis le début de la campagne électorale, c'est que l'économie et les emplois au Canada vont bien! Qu'ils viennent le dire aux gens en région et il verra que ça ne va pas bien du tout", a dénoncé M. Coles.

Aucun soutien significatif

Le SCEP réclame en vain, depuis des mois et des mois, des mesures concrètes et musclées afin de venir en aide aux travailleurs et à l'industrie. "Ce sont des régions entières qui sont affectées par les pertes d'emplois et l'exode des travailleurs et travailleuses mais pour le gouvernement de Lawrence Cannon, ça ne semble pas important. Et leur plate-forme dévoilée mardi n'est pas plus rassurante à cet égard. La seule aide que le gouvernement a promise, c'est lors du dernier budget avec un programme nettement insuffisant d'un peu plus de 200 millions de dollars pour le Québec, c'est un non sens", a pour sa part déclaré Renaud Gagné, vice-président du SCEP-Québec.

La région de l'Outaouais n'est pas épargnée

Selon M. Gagné "pour un ministre du gouvernement conservateur dont le comté est particulièrement touché par la crise forestière et d'autant plus qu'il est le ministre responsable du Québec, c'est incompréhensible". Dans les papetières, les scieries et les opérations forestières, la seule région de l'Outaouais a perdu au-delà de 1000 emplois syndiqués au SCEP au cours des deux dernières années. M. Gagné se demande dans ce contexte "comment le gouvernement du ministre Cannon peut nous dire qu'il n'y a pas de problème et qu'ils en font assez?".

La population canadienne appui la mise en place de programmes d'aide à

l'industrie

Dans un sondage réalisé pour le compte du SCEP, rendu publique mardi dernier, 60% de la population canadienne est d'accord ou plutôt d'accord avec de l'aide des gouvernements fédéral et provinciaux afin de contrer les fermetures et les pertes d'emplois. "Au Québec, cet appui grimpe à près de 74%. Le message est assez clair il me semble. Ce n'est pas en saupoudrant des sommes d'argent nettement insuffisantes qu'un gouvernement conservateur va arriver à faire la différence. Et le pire, c'est que l'on a pas encore vécu toutes les répercussions de la crise financière américaine sur notre économie", a indiqué M. Coles.

Une série d'actions s'impose

Pour les dirigeants syndicaux, il est clair qu'une série de mesures doivent être prises dont notamment :

- De meilleurs programmes d'aide aux travailleurs âgés afin de permettre à ceux qui le peuvent de prendre leur retraite plus tôt;
- La prolongation des prestations d'assurance-emploi assorties de formation professionnelle dans toutes les régions touchées;
- Une aide pour stabiliser notre système financier afin que les forestières puissent bénéficier de tout le crédit dont elles ont besoin;
- Des programmes de recherche et développement et d'aide à l'implantation pour les entreprises de deuxième et troisième transformation;
- Un sommet pan-canadien sur la crise forestière avec tous les intervenants concernés.

"Le laisser-faire du gouvernement conservateur est désolant. Alors qu'ils auraient eu l'occasion de corriger le tir avec leur plate-forme rendue publique cette semaine, c'est la même attitude passive qui est reprise. Ils ont rien de neuf à offrir aux 300 000 canadiens et canadiennes dont les emplois sont directement liés à l'industrie forestière", ont déploré les dirigeants Coles et Gagné.

Renseignements: Michelle Walsh, directrice des communications, SCEP, (613) 230-5200, poste 222; Marie-Andrée L'Heureux, représentante nationale, SCEP, (514) 916-7373

Journal de Montréal, 8 octobre 2008 - Barrer la route aux conservateurs

Nous en sommes venus à la conclusion qu'il n'y aura pas d'améliorations au régime d'assurance-emploi si nous n'arrivons pas à barrer la route aux conservateurs. Ce parti, qu'il forme un gouvernement minoritaire ou majoritaire, est dans son essence

même opposé à toute forme de bonifications de ce régime.

Minoritaires et dangereux

Même minoritaires, les conservateurs ont souvent frôlé l'indécence. Combien de fois n'avons-nous pas entendu l'expression de préjugés, frisant le propos haineux ? Ces gens croient que l'assurance-emploi est une « retraite dorée », un « mode de vie » ou une « façon d'être ».

Ce parti conservateur, s'il devait être majoritaire, n'hésiterait pas à obliger des travailleurs à quitter leur domicile, leur lieu de vie et leur région pour déménager vers d'autres régions canadiennes, là où il y a du travail, comme dans le nord de l'Alberta. Ce parti conservateur, s'il devait accéder à la majorité gouvernementale, n'hésiterait pas non plus à répondre favorablement au lobby patronal qui cherche à faire diminuer sa cotisation au régime.

L'assurance-emploi doit retrouver sa mission première

La mission du régime d'assurance-emploi, créé en 1940, est simple mais combien importante et structurante : protéger les travailleurs en leur assurant une sécurité économique entre deux emplois, c'est-à-dire en période de chômage.

Malheureusement, au cours des années 1990, conservateurs et libéraux se sont acharnés sur ce régime, au point de réduire sa couverture au niveau actuel de 46 % alors qu'elle s'établissait en 1990 à plus de 80 %.

Ces importantes compressions expliquent pourquoi la caisse d'assurance-emploi s'est mise à faire d'énormes surplus que le gouvernement, année après année, a confisqués (57 milliards en 12 ans). Ces procédures ont été ignominieuses, et ont continué sous le dernier gouvernement conservateur.

2004 : un début de réponse

Le gouvernement minoritaire de Paul Martin en 2004 et 2005 avait commencé à apporter un début de réponse à nos campagnes de pression. Il mettait alors en marche ce qui a été baptisé les « projets pilote », s'appliquant à certaines régions désignées, et cherchant à atténuer certains effets pervers des compressions de 1996.

Il y avait là un début de réponse, insuffisant bien sûr, mais qui nous permettait en novembre 2006, avec des libéraux revenus dans l'opposition, de lancer une initiative, somme toute inédite : s'asseoir avec des députés des trois partis de l'opposition (Bloc, NPD, Parti libéral) et chercher une formule d'améliorations à apporter au régime d'assurance-emploi. Cela s'est traduit par un projet de loi, C-

269, qui tout au cours des procédures parlementaires, a été voté par une majorité de députés, mais stoppé le 30 novembre 2007 par un gouvernement conservateur minoritaire, car disposant d'une prérogative (sanction royale) s'apparentant à un droit de veto.

Favoriser des changements

Dans le cadre de la présente campagne électorale, nous constatons que le parti conservateur préconise le statut quo.

Nous croyons sincèrement que le régime d'assurance-emploi doit retrouver sa vocation première. Dans un monde où l'emploi est souvent précaire, et les difficultés économiques réelles, surtout dans un contexte de crise économique, il importe de se doter de telles protections sociales. Les conservateurs sont à l'opposé d'une telle vision. C'est pourquoi, le 14 octobre, il faut leur barrer la route.

Signataires : Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC), Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Michel Arsenault, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)